

de la machine gouvernementale, d'où ils veulent conduire les rouges à coups de fouet, sous le faux prétexte que c'est là de la discipline de parti.

Lorsque la trinité Danscreau, Chapleau et Sénécal étaient les maîtres absolus de la Province de Québec, ils ont employé ce grand mot pour tenir leurs partisans en ligne, et les conduire à la victoire chaque fois que les élections se présentaient. Mais il faut bien se rappeler que le parti conservateur a toujours été le bon parti, le vrai parti, "*le parti du bon Dieu,*" comme me disait encore hier matin un Anglais de mes bons amis.

Cela se conçoit facilement.

Tous les collèges de la province, toutes les institutions où la jeunesse est plus ou moins mal élevée et encore plus mal éduquée, apprennent en premier et en dernier lieu qu'un citoyen qui désire avoir de la respectabilité doit toujours plier devant l'au-to-ri-té.

Or, l'autorité, pour les messieurs-prêtres qui enseignent à notre jeunesse le peu de science qu'ils possèdent, c'est d'abord et avant tout la hiérarchie; ensuite, le gouvernement, quand il est bleu; en troisième lieu, la magistrature, quand elle est docile.

Il n'est pas étonnant, par conséquent, que les jeunes gens qui sortent des collèges, la tête farcie de ces idées du moyen âge, imbus de préjugés contre les libéraux, se rangent immédiatement du bon côté, c'est à dire du côté bleu.

Plus tard, l'influence du milieu, les lectures malsaines, les intérêts personnels, les injustices commises par les curés les poussent vers les libéraux, et ils deviennent les meilleurs partisans qu'il soit possible de trouver. Ce sont des convaincus, aussi convaincus que les libéraux de naissance. Il leur reste en plus un levain de l'éducation

monacale, de cette crainte des autorités, même arbitraires, qu'on leur a inculquée dans les saintes maisons, et ils n'en suivent que mieux les instructions reçues d'en haut. Ils sont prêts à pardonner tous les méfaits des chefs. Ils ont de la discipline, en un mot.

Les libéraux, eux, ne demandent qu'une chose: la discussion libre et raisonnée des actes des gouvernants, et la liberté de blâmer les actions condamnables dont ils sont solidaires, en leur qualité de suivants du gouvernement.

Cette liberté de discussion est précisément ce qui cause des ennuis sérieux à l'hon. M. Laurier; ses partisans ne veulent pas approuver les yeux fermés tous les actes de son administration, et ne perdent jamais une occasion de dire leur façon de penser.

Lorsque le premier-ministre a eu la brillante idée d'envoyer trois mille jeunes Canadiens se battre en Afrique, aux frais du gouvernement canadien, il n'y eut qu'une voix dans toute la province de Québec pour désapprouver sa conduite. Un de ses plus chauds partisans, M. Bourassa, le député de Labelle, abandonna son mandat pour courir les chances d'une réélection, et ses mandataires le renvoyèrent à la Chambre sans opposition.

Vendredi soir, le même M. Bourassa s'élevait fortement, à la Chambre des Communes, contre la politique de son chef à ce sujet, et je cite ici un résumé de son discours:

Je regrette de ne pas pouvoir partager les sentiments exprimés par le premier-ministre et par le chef de l'opposition. Je sais fort bien que je n'exprime pas ici le sentiment des membres de la Chambre, ou du moins le sentiment de la majorité des membres de la Chambre. Mais, depuis le commencement de cette guerre, j'ai décidé de ne me laisser influencer par aucun cri ni